

## RÈGLEMENT NUMÉRO 2014-03

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ D'AUMOND

### RÉMUNÉRATION DES ÉLUS

ATTENDU QUE la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., c.T-11.001) détermine les pouvoirs du conseil en matière de fixation de la rémunération ;

ATTENDU QUE le conseil désire adopter un nouveau règlement relatif au traitement des élus municipaux ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné par la conseillère Dorothy St-Marseille lors de l'assemblée régulière du 1<sup>er</sup> octobre 2014 ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Robert Piché, appuyée par la conseillère Dorothy St-Marseille et résolu à la majorité des conseillers présents que le présent règlement soit adopté.

ARTICLE 1 : Le présent règlement abroge et remplace le règlement 2012-01 ainsi que tout autre règlement antérieur.

ARTICLE 2 : Le présent règlement fixe une rémunération de base annuelle pour le maire, le maire suppléant et pour chaque conseiller de la municipalité ainsi qu'à une allocation de dépense. Il fixe également la rémunération additionnelle accordée aux membres du conseil municipal pour la participation aux séances des divers comités.

ARTICLE 3 : Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de trente jours, le maire suppléant aura droit, à compter de ce moment et jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du maire pendant cette période.

ARTICLE 4 : La rémunération de base annuelle du maire est fixée à :

- Rémunération de base	12 000 \$
- Allocation de dépenses	<u>6 000 \$</u>
	18 000 \$

ARTICLE 5 : La rémunération du maire suppléant

- Rémunération de base	5 000 \$
- Allocation de dépenses	<u>2 500 \$</u>
	7 500 \$

ARTICLE 6 : La rémunération des conseillers

- Rémunération de base	4 000 \$
- Allocation de dépenses	<u>2 000 \$</u>
	6 000 \$

ARTICLE 7 : Une rémunération additionnelle de 50.00 \$ pour le président et 25.00\$ est de plus accordée à tout membre du conseil municipal qui agit et assiste à une séance à titre de membre d'un comité de la municipalité.

ARTICLE 8 : La rémunération et l'allocation de dépenses décrétées aux articles 4, 5 et 6 calculées sur une base annuelle pour chacun des membres du conseil seront versées mensuellement. Donc, chaque conseiller recevra mensuellement la somme de 500.00 \$ avant déduction, le maire suppléant 625.00 \$ avant déduction et le maire recevra mensuellement la somme de 1 500.00 \$ avant déduction pour l'année 2015.

Les membres du conseil devront assister aux assemblées régulières du conseil municipal pour que leur soit versée la dite rémunération mensuelle ci-dessus mentionnée. Les membres du conseil municipal auront droit chacun à une absence (non motivée) par période de 6 mois, soit de janvier à juin et de juillet à décembre de chaque année, sans être pénalisés. Advenant plus d'une absence aux assemblées régulières du conseil municipal par période de 6 mois, soit de janvier à juin et de juillet à décembre, le membre du conseil municipal ne recevra pas de rémunération mensuelle le ou les mois où il sera absent aux assemblées régulières du conseil municipal.

Nonobstant ce qui précède, toute absence justifiée pour cause de travail ou de maladie avec billet médical et motivée préalablement à l'assemblée n'entraînera aucune pénalité.

ARTICLE 9 : La rémunération de base et l'allocation de dépenses telles qu'établies par le présent règlement seront indexées à la hausse, pour chaque exercice financier suivant celui de l'entrée en vigueur du présent règlement.

L'indexation consiste dans l'augmentation, pour chaque exercice, du montant applicable pour l'exercice précédent d'un pourcentage correspondant au taux d'augmentation, selon Statistique Canada, de l'indice des prix à la consommation pour le Canada.

ARTICLE 10 : Le présent règlement prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

ARTICLE 11 : Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

Vote pour : 3

Vote contre : 3

Le Maire vote en faveur

AVIS DE MOTION : 1<sup>er</sup> octobre 2014  
ADOPTÉ LE : 5 NOVEMBRE 2014  
PUBLICATION : 6 NOVEMBRE 2014  
ENTRÉE EN VIGUEUR : 6 NOVEMBRE 2014

---

Denis Charron  
Maire

---

Julie Cardinal  
Directrice générale